

MÊME FACE À LA MONDIALISATION, LES ÉTATS POSSÈDENT UNE MARGE DE MANŒUVRE

GÉRARD BOISMENU
PROPOS RECUEILLIS PAR ROGER DESLAURIERS

G. Boismenu,
« Même face à la mondialisation, les États possèdent
une marge de manœuvre »,
Perspectives – magazine de la CSN, mai-juin 2003, p. 16-18.

MÊME FACE À LA MONDIALISATION, LES ÉTATS POSSÈDENT UNE MARGE DE MANŒUVRE

Perspectives CSN : Résumer la social-démocratie à l'État-providence est sans doute réducteur. Quelles sont les caractéristiques de ce modèle de gouvernement et d'État?

Gérard Boismenu : Il y a eu des social-démocraties comme il y a eu des États-providence. Essayer de définir la social-démocratie de façon trop simple empêche de comprendre qu'il y a certes des politiques qui la caractérisent, mais aussi, et surtout des forces sociales derrière ces politiques.

Pour bien cerner ce qu'est la social-démocratie, il faut en connaître les grands principes. D'abord, pour les sociaux-démocrates, le marché ne se suffit pas à lui-même. Les pouvoirs publics doivent avoir un rôle économique et, en corollaire, une responsabilité dans le développement économique. C'est l'envers du néolibéralisme.

Deuxième principe, il y a une responsabilité collective face aux risques sociaux et aux risques économiques. Donc, un certain nombre de protections doivent être mises en place. Pensons aux protections sociales ou encore à la reconnaissance de droits sociaux ou politiques, un ensemble de droits qu'on pourrait appeler citoyenneté sociale.

Une autre caractéristique de la social-démocratie consiste en la reconnaissance de la nécessité de négocier avec les grands acteurs sociaux. Les premiers de ces acteurs sociaux sont sans aucun doute les grandes organisations syndicales. Mais à côté de ces dernières, qui encore une fois sont incontournables, s'imposent d'autres formes d'organisations représentatives de grands secteurs, notamment les organisations de femmes ou les groupes de l'économie sociale. Avec

eux aussi, un gouvernement social-démocrate pourrait être amené à négocier des ajustements ou des compromis.

Enfin, la social-démocratie mène la lutte aux inégalités par la socialisation de la consommation, le développement de services publics et une redistribution plus équitable de la richesse.

Ces principes sociaux-démocrates se sont matérialisés là où les forces sociales jouaient un grand rôle. Plus le mouvement syndical était puissant, plus il y avait d'occasions de négociations structurelles ou centralisées, plus ces principes se traduisaient dans de multiples facettes de la vie. On pense bien sûr ici au modèle social-démocrate scandinave. Mais il ne faut pas oublier la Belgique, les Pays-Bas, l'Allemagne, qui ont poussé assez loin l'application de la social-démocratie dans les années 60 et 70. Même si les partis sociaux-démocrates de ces pays n'ont pas dominé leur État respectif, leur présence fréquente au sein de gouvernements de coalition a provoqué des mutations capitales dans ces sociétés. Cela s'explique, en bonne partie, par l'appui de forces sociales très importantes.

C'est dans ces périodes, alors que les sociaux-démocrates exerçaient ou participaient au pouvoir, que les conflits ouverts entre l'État, les grandes entreprises et le mouvement syndical étaient les moins nombreux. L'histoire de ces expériences nous indique, entre autres, que la force du mouvement syndical peut se matérialiser par beaucoup de conflits, comme elle peut se matérialiser par moments dans l'utilisation de moyens qui permettent d'éviter ces conflits. Dans ce dernier cas, la négociation de grands enjeux concernant les droits des travailleurs dans les différents secteurs d'activité se transporte au plan politique. Les ententes considérées comme satisfaisantes sont basées sur le moyen terme, et non sur un accord ponctuel. Un climat de confiance s'installe, basé sur un rapport de forces qui n'est pas désavantageux pour les travailleurs et leurs organisations.

PCSN : Ces grands accords nationaux, entre les gouvernements sociaux-démocrates et les représentants de la société civile, ont donné des réformes durables qui ont touché non seulement les relations de travail, mais aussi ce qu'on appelle ici le filet de sécurité social ?

G.B. : Exact. Et on a appelé cela, du côté des partis communistes européens, par exemple, et pour le dénoncer, du réformisme. Certes c'en est, mais

cela a amené d'importants changements qui représentent l'incarnation de la social-démocratie.

PCSN : Le pragmatisme et les contraintes de la « *realpolitik* » ont souvent amené des partis politiques possédant une plate-forme sociale-démocrate à bifurquer vers le centre. On peut faire ce constat en examinant des exemples tout récents comme ceux de la France, de l'Allemagne et même celui du court passage au pouvoir de la gauche italienne. S'agit-il d'un phénomène nouveau causé par de nouvelles réalités, comme la mondialisation, qui forcent l'adoption de mesures uniformes pour affronter la concurrence, ou plus simplement la loi de la recherche d'une majorité électorale? Peut-on recenser des exemples du même ordre dans l'histoire du siècle dernier?

G.B. : C'est à la fois nouveau et ancien. De nombreux exemples dans le passé ont montré que les gouvernements représentant une alliance populaire ont eu à faire face à des contraintes internes énormes. Le cas du Front populaire, élu en France en 1936, illustre bien cette situation. Les grands capitalistes ont organisé des pressions extraordinaires contre ce gouvernement. Pour obliger la coalition des partis progressistes au pouvoir à reculer, ils ont, par exemple, cessé d'investir. C'est ce qu'on a appelé la grève du capital, qui visait à déstabiliser le régime. Évidemment, beaucoup d'autres moyens sont à leur portée.

On peut tirer de ces exemples que l'opposition de l'élite économique peut diminuer la marge de manœuvre des gouvernements sociaux-démocrates. De plus, la puissance actuelle des liens financiers internationaux ajoute de nouvelles exigences aux États. Pensons ici aux interventions de la Banque mondiale, ou au rôle des cotes des agences internationales pour les emprunts publics. Tout cela peut contribuer à réduire la marge de manœuvre d'un gouvernement progressiste. Un gouvernement social-démocrate doit créer sa marge de manœuvre, et cela n'est pas toujours évident.

Quant aux limites imposées par la mondialisation, plusieurs exemples nous viennent des années 80. Celui du gouvernement socialiste en France est intéressant à ce propos. En utilisant de vieilles recettes qui marchaient, mais dans un seul pays, le gouvernement Maurois a vite frappé un mur. Ayant voulu, d'une manière assez enthousiaste, stimuler l'économie, on a rapidement dû comprendre que le démar-

rage des dépenses publiques et les nationalisations avaient eu très peu d'effets positifs. L'augmentation du pouvoir d'achat des Français n'a pas nécessairement servi, par exemple, à l'achat d'un magnétoscope français (!), mais peut-être d'un magnétoscope japonais. En d'autres termes, il est très difficile dans un contexte de mondialisation de développer, dans un seul pays, des politiques complètement atypiques.

PCSN : Doit-on en conclure qu'il devient de plus en plus difficile d'établir des politiques proches des idées sociales-démocrates dans des pays qui n'en bénéficient pas déjà ?

G.B. : Certainement pas. Même face à la mondialisation, les États possèdent bel et bien une marge de manœuvre. Les contraintes de la compétition restent interprétables. Il n'y a pas qu'une seule façon d'affronter la concurrence, pas plus que la baisse du salaire réel n'est la seule manière d'accroître la productivité. Il n'y a pas qu'un modèle. Au Canada et au Québec, nos politiciens sont trop souvent tournés vers les États-Unis. Ils en perdent le peu d'imagination qu'ils ont. Il faut refuser de se dire que c'est soit la situation actuelle, soit le néolibéralisme à outrance. Il faut développer de nouveaux droits et trouver la façon de donner crédit aux droits sociaux. À cet égard, l'idée d'une loi pour la lutte à la pauvreté était fort intéressante.

Il ne faut pas tomber dans le fatalisme. Au contraire, la situation à laquelle nous sommes confrontés peut nous amener à faire différemment. Pour renouveler la social-démocratie, nous devons faire un examen critique des acquis et de leurs limites. Cela signifie qu'il faut éviter de se crispier sur l'état actuel des choses. Mais il ne faut pas être naïf. Les forces gouvernementales et patronales peuvent vouloir revenir sur les principes et les droits sociaux, surtout dans l'état actuel des rapports de forces. La grande difficulté, c'est de se frayer un chemin entre l'exigence de la critique et le refus de la vulnérabilité.